

Il n'y aura pas de choc des civilisations, car la vôtre va se coucher



Islam politique et djihad sont les deux faces d'un même totalitarisme.

Pour Isabelle Kersimon, journaliste indépendante et auteur d'un livre remarquable de lucidité et sans langue de bois, paru en 2014 : « l'Islamophobie, la contre-enquête » (Ed. Plein Jour), dans lequel elle précise que si le sens premier de l'islamophobie véhiculé par nos médias au nom du politiquement correct est un rejet total de l'islam et des musulmans, c'est le terme d'un concept qui a été inventé par les coloniaux français et récupéré habilement par l'islam politique. Ce terme a fait les choux gras d'Alain Graech et du Monde Diplomatique. L'islamisme étant perçu comme le bras armé

du terrorisme, de la propagande et de l'entrisme qui recrute dans les milieux déshérités, via des œuvres de charité.

Le CCIF incarne cet islam politique sectaire, avec Tarik Ramadan comme gourou idéologue. Ce dernier, par ruse, s'est chargé d'alimenter le sentiment de persécution des musulmans par des non musulmans, en fabriquant de toutes pièces un racisme anti-arabe victimaire, qui visait à museler la liberté d'expression et à censurer le discours laïque. En 2007, dans le Figaro Magazine on pouvait lire : « Les islamistes tentent de rallier tout un peuple de victimes et de frustrés dans un rapport mimétique à l'Occident ». Ces derniers sont reliés au djihad lequel devient une obligation léguée par le prophète à tous les musulmans. Dans son livre, I. Kersimon démontre dans une France, épuisée par son combat contre cette barbarie mortifère, qu'**Islam politique et djihad sont les deux faces d'un même totalitarisme.**

Vomir la logorrhée de sa haine sur une chaîne publique, contre un philosophe académicien Juif, au nom de tous les musulmans, est une imposture.

Sur la chaîne publique de FR2, dont la ligne éditoriale partisane heurte cycliquement la communauté juive de France par ses nombreux reportages biaisés en Palestine, avec un parti pris évident de neutralité journalistique. Ce soir là, dans l'émission de David Pujadas, #DPA, même la Télévision s'était laissée enfumer par ces mêmes représentants de l'islam politique, tel un aveu de faiblesse et de lâcheté, sans opposer aucune contre argumentation circonstanciée. Il suffit de se souvenir de cette jeune femme Wiam Berhouma, présentée comme musulmane et prof d'Anglais de Collège, en réalité militante du Parti des Indigènes de la République (le PIR). Un parti déjà condamné pour vomir sa haine de la France et de ses valeurs. Cette militante du PIR, sans doute la relève d'Houria Bouthelgia, dissimulait très mal son antisémitisme viscéral envers Alain Finkielkraut, un de nos plus réalistes et brillants philosophes académiciens, par un Pujadas sous

influence, en sidération. Se donner le droit de parler au nom de tous musulmans, est une imposture. Il se trouvera sûrement beaucoup de musulmans, non concernés par son discours diffamant, haineux et mensonger, pour la condamner !

Il n'y aura pas de choc des civilisations. Car la vôtre va se coucher

Or, la pire des situations observée ce soir-là à l'émission DPA, c'est que la chaîne publique la laisse à l'antenne débiter un discours, une logorrhée extrêmement violente, avec des paroles mensongères et très dures à l'égard d'un de nos meilleurs philosophes académiciens, qui a eu l'outrecuidance d'apporter de la clarté, de la lucidité par ses positions, ses écrits, sa culture, son expérience, en jouant sa réputation, à une situation de conquête de la France par un islamisme déguisé, devenue insupportable et inacceptable pour tous les Français. Cette société du suspens, d'essence totalitaire, nous dit Isabelle Kersimon, est ce qu'il y a de pire dans l'anéantissement du débat. Pour savoir si un jour la France sera une République islamique, Magdy Allam, haut personnage de l'islam en débat avec Denis Tillinac (journaliste) lui a déclaré (sic) : « ***Il n'y aura pas de choc des civilisations. Car la vôtre va se coucher*** ».



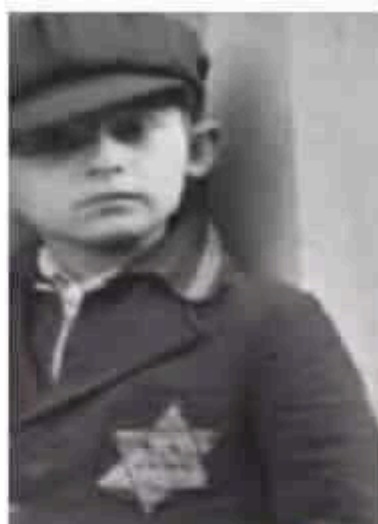
La condamnation d'Israël masque en réalité l'établissement d'un califat islamique en Palestine

La désignation de l'Etat juif à la vindicte universelle, la haine antisémite d'Israël au Moyen-Orient ont servi de terreau au djihad, à la guerre sainte pour fomenter son dogme de conquête contre l'Occident. En France, des associations pro-palestiniennes : BDS, Palestine Solidarité, CAPJPO, et beaucoup d'autres encore, probablement aussi avec une aide financière et politique de l'U.E, importent le conflit israélo-palestinien avec le soutien et le financement de syndicats de gauchistes, de Comités d'Entreprises proches du PCF et des Verts. Cette exclusion haineuse de l'Etat Juif, si elle vise en apparence à culpabiliser, dans la foulée, la communauté juive de France pour la rendre un peu plus honteuse, cette condamnation masque en réalité l'établissement d'un califat islamique en Palestine sous domination des Frères musulmans, le même que Daesh. Ce mouvement cofondé à Ramallah par Omar Barghouti, a récemment confirmé au quotidien Le Monde que son but était de délégitimer l'Etat d'Israël. Forts de

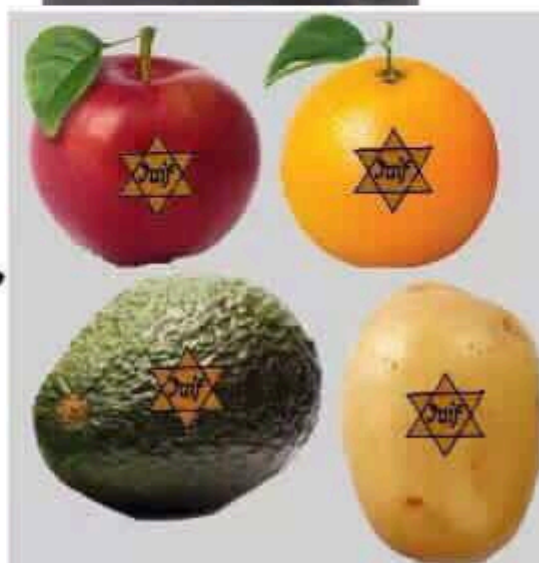
cela, les moutons de Panurge décervelés de ces associations françaises, en réel mal de vivre dans leur quotidien, s'organisent pour boycotter à tout va et violemment les produits vendus dans nos super marchés mais importés des implantations israéliennes, bien que fabriqués par des centaines de palestiniens, payés (1000 \$ / mois), bon salaire pour ce pays, qui vont se retrouver fatalement, un jour au chômage, si cette folie suicidaire économique continue. Les mandarines et clémentines d'Israël sont délicieusement sucrées !...



1933



2015



BDS= opération de stigmatisation d'un Etat, par le boycott de ses produits, en vue de le délégitimer.

Observons la neutralité de l'U.E dans cette opération de boycott des produits israéliens.

Et, pourtant, en France, pays des droit de l'homme et du droit des peuples, ces associations continuent d'avoir pignon sur rue, et ne sont pas inquiétées de dissolution-disparition alors que le boycott d'un pays ou d'un produit économique est censé être interdit par la loi.

Défendre l'indéfendable, par-dessus les lois en France, au nom des libertés fondamentales

Ce 10 février 2016, sur FR2, le journaliste vedette du 20H qui touche confortablement plusieurs centaines de milliers d'euros par mois, et qui s'est déjà lâchement couché en Iran le 13 novembre 2015 devant un âyatollâh qui a déclaré (sic) « l'Iran n'a pas de relation avec un pays illégitime (Israël) », alors accompagné du pleutre honteux et muet J.P Elkabach, directeur de Rédaction à Europe1, récidive en commentant un reportage, volontairement très ambigu, qui montre aux candides spectateurs de son J.T, que les associations orbitales de la Palestine en France n'ont pas d'autres moyens pour s'opposer à Israël que de boycotter ses exportations d'agrumes. Défendre l'indéfendable, par-dessus les lois en France, au nom des libertés fondamentales, voilà la façon dont la ligne de Rédaction de FR2 a monté son reportage partisan, indigne d'une chaîne publique. Toute cette manipulation psychique mise en œuvre pour créer de l'ambiguïté dans l'esprit du spectateur, évoque une complicité, implicite cyclique et tacite, anti-israélienne. Tant d'inconscience journalistique et d'irresponsabilité politique m'indigne devant les conséquences directes de ces dérives médiatiques. Dérives qui affaiblissent moralement la communauté de confession juive de France laquelle, avec d'autres, a déjà payé, dans le sang de l'hypercashier à Vincennes et celui de ses enfants à Toulouse, sa présence devenue insupportable en France.

Patrick Granville

